

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-dix-neuvième session
Rome, 10-12 septembre 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE D'ÉTHIOPIE

POUR LE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS PASTORALES

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des précédentes activités du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Éthiopie	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	11
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	11
J. Aspects novateurs	11
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	12
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	13

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING TO ETHIOPIA (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA À L'ÉTHIOPIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	7
V. ORGANIZATIONAL STRUCTURE (ORGANIGRAMME)	9
VI. RISK MITIGATION MATRIX (TABLEAU CONCERNANT L'ATTÉNUATION DES RISQUES)	10

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Birr éthiopien (ETB)
1,00 USD	=	8,58 ETB
1,00 ETB	=	0,117 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FIC	Fonds d'investissement communautaire
IDA	Association internationale de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
SGI	Système de gestion informatisée

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE D'ÉTHIOPIE

Année budgétaire

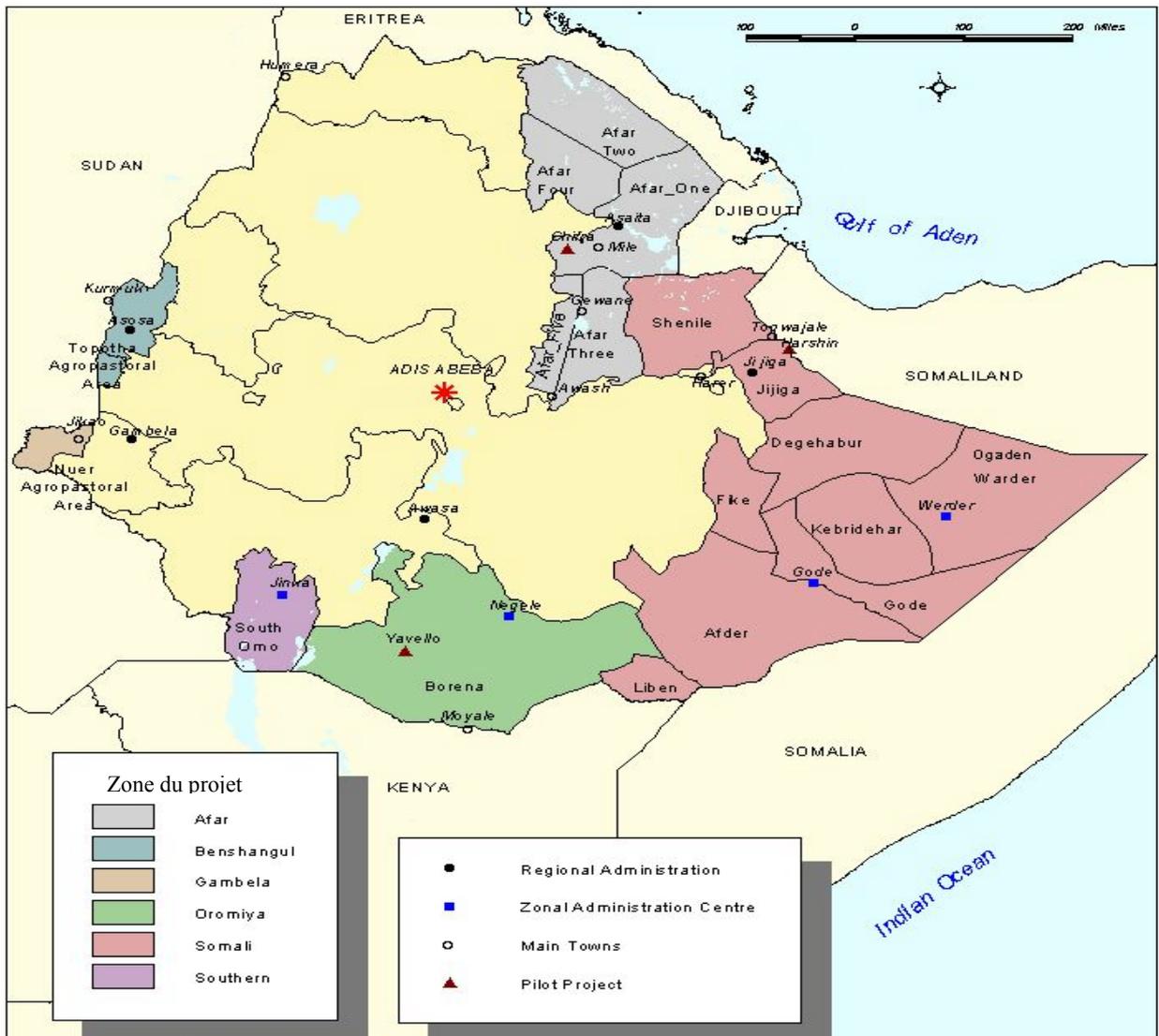
8 juillet - 7 juillet

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



ETHIOPIA

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS
PASTORALES
ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE D'ÉTHIOPIE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS PASTORALES
RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	Association internationale de développement (IDA)
EMPRUNTEUR:	République fédérale démocratique d'Éthiopie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère des affaires fédérales, et Gouvernements des États régionaux Afar, Somali, Oromiya, et des Nations, nationalités et peuples du Sud
COÛT TOTAL DU PROJET:	59,9 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	14,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	IDA
MONTANT DU COFINANCEMENT:	30,0 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,9 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,0 millions de USD
INSTITUTIONS CHARGÉES DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	IDA et FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	IDA

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Les bénéficiaires du projet de développement des communautés pastorales sont environ 450 000 ménages ruraux vivant dans 30 *woreda* (districts) des régions Afar et Somali ainsi que de la zone Borana de l'État régional d'Oromiya et de celle de l'Omo Sud de l'État régional des Nations, nationalités et peuples du Sud. Ces populations tirent l'essentiel de leur subsistance de l'élevage en transhumance sur pâturages naturels, et complètent le revenu familial en pratiquant des cultures occasionnelles, le commerce, l'artisanat, l'extraction du sel, la fabrication du charbon de bois, le travail migratoire, etc. En moyenne, le ménage compte de 5 à 12 personnes, dont le revenu individuel est estimé à l'équivalent de 110 USD¹. La majorité de la population vit donc nettement au-dessous du seuil internationalement reconnu de la pauvreté, soit avec moins de 1 USD par jour. Les bénéficiaires du projet sont notamment des ménages dirigés par une femme (environ 20%) et un nombre limité de réfugiés indigents tributaires de l'aide alimentaire, en particulier là où les systèmes sociaux traditionnels de protection ont disparu.

Pourquoi sont-ils pauvres? Dans les communautés pastorales, la pauvreté peut être attribuée à des épisodes de sécheresse d'une fréquence et d'une gravité croissantes qui annihilent l'épargne d'une vie (constituée sous forme de têtes de bétail) et entraînent la famine. La pauvreté s'est encore intensifiée en raison du peu de cas accordé à l'acuité du manque d'accès aux services sociaux de base tels que les soins de santé primaires, l'éducation, l'assainissement, le transport et les équipements d'alimentation en eau potable. Comme les services d'appui restent inexistant dans les domaines de la recherche agricole, de la vulgarisation, de la commercialisation du bétail et du financement rural, l'étendue et la gravité de la pauvreté se sont également encore aggravées. Les conflits civils, politiques et régionaux ont également contribué à l'insécurité et à l'augmentation du nombre des réfugiés.

Que fera le projet pour eux? Le projet de développement des communautés pastorales appuiera l'analyse des problèmes, la recherche et la résolution des conflits sur un mode participatif en renforçant les pouvoirs des structures sociales traditionnelles des villages et des districts. Il permettra également de débattre des grandes orientations et de sensibiliser les principales parties prenantes à l'échelon fédéral, dans le cadre du Conseil de développement des régions, de création récente, et du Comité permanent du développement de l'élevage, travail qui sera appuyé par la décentralisation et le transfert des pouvoirs aux régions. Le projet soutiendra les investissements qui entendent améliorer la prestation des services d'appui dans les domaines de la recherche agricole, de la vulgarisation, de la commercialisation et du financement rural en vue de renforcer les moyens de subsistance. L'accroissement soutenu des revenus des ménages se verra complété par des investissements visant à améliorer l'accès aux services sociaux. Un meilleur accès à l'éducation, aux soins de santé primaires et aux équipements d'alimentation en eau potable améliorera notamment le bien-être des femmes, des garçons et des filles les plus vulnérables. La création de systèmes d'alerte précoce et l'adoption de plans de secours accroîtront aussi la capacité de résistance des bénéficiaires face aux chocs exogènes et réduiront l'impact de la sécheresse et de la famine.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet de développement des communautés pastorales accroîtra les moyens dont disposent les communautés pastorales pour décider de leur propre développement et en assumer la gestion. Il encouragera aussi et favorisera la programmation, l'exécution et le suivi participatifs, en renforçant dans un premier temps la capacité institutionnelle des organisations sociales autochtones. Dans un second temps, des équipes d'appui mobiles travailleront avec les bénéficiaires et avec le personnel des *woreda* et des *kebele* (sous-district) pour analyser la situation et définir les problèmes sur un mode participatif.

¹ Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, 2002.

Les bénéficiaires préciseront leur façon de voir les choses et leurs besoins et établiront les priorités pour l'action. Avec l'aide de ces équipes d'appui mobiles et des équipes itinérantes d'animateurs formés, les bénéficiaires effectueront l'analyse coûts-avantages des microprojets qui seront financés au titre du Fonds d'investissement communautaire et du Fonds de secours et de prévoyance en prévision de catastrophes. Ils évalueront également l'impact social et environnemental des investissements proposés, décideront des rôles et des attributions et assureront le suivi des résultats, dans le cadre d'un processus d'apprentissage sur le tas.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE D'ÉTHIOPIE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS PASTORALES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République fédérale démocratique d'Éthiopie d'un montant de 14,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement des communautés pastorales. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par l'Association internationale de développement (IDA) en tant que cofinanceur et institution coopérante.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. **L'économie.** En dépit de son fort potentiel de croissance, particulièrement dans le secteur agricole, l'Éthiopie est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 110 USD, soit approximativement un cinquième de celui enregistré en moyenne pour l'Afrique subsaharienne. Avec environ 65,8 millions d'habitants (2001), l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé de l'Afrique subsaharienne et, d'après les projections, sa population devrait croître au rythme de 2,4% par an. Presque la moitié des habitants du pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté national, des disparités importantes existant entre zones rurales et zones urbaines. L'espérance de vie est faible (42 ans) et en baisse en raison de l'épidémie de VIH/sida. L'Éthiopie se classe au 168^e rang des 173 pays figurant dans l'Indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

2. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a lancé toute une série de réformes institutionnelles et politiques pour relancer une économie appauvrie par de longues années de guerre civile, de négligence et de mesures publiques inadaptées. Une réelle volonté de libéraliser les marchés et de transférer les pouvoirs aux gouvernements régionaux ont sous-tendu ces réformes. La paix et la stabilité revenues ont permis au gouvernement de réorienter les dépenses publiques engagées dans la défense au profit des secteurs sociaux, jusqu'à ce que le conflit frontalier avec l'Érythrée, en mai 1998, perturbe les acquis de la paix. Aux termes de l'accord de paix signé en décembre 2000, le tracé de la frontière devrait être achevée d'ici à la fin de 2003.

3. Compte tenu notamment de la stabilité politique et des réformes des institutions et des grandes orientations, le taux annuel de croissance du PIB s'est situé en moyenne à 5,8% entre 1992 et 2001. En 2001, un niveau de production vivrière sans précédent a stimulé la croissance relativement soutenue de l'économie (7,7%), portant le taux de croissance du PIB agricole à 12,5%. Mais en 2002, avec le début de la sécheresse, le taux de croissance du PIB a nettement baissé, passant à 1,2%, et le taux d'inflation a été négatif pour la deuxième année consécutive en raison des répercussions sur les prix de la récolte record de l'année précédente. Compte tenu de la dégradation des termes de l'échange, en particulier de la chute des cours du café, la valeur des exportations éthiopiennes a

¹ Appendice I - Country Data (Données sur le pays).

diminué en 2002 pour la deuxième année consécutive. En ce qui concerne les perspectives de croissance pour 2003, il faut tenir compte de la poursuite de la sécheresse et prévoir une baisse de 3,8% du PIB résultant d'un recul de 12,2% de la production agricole.

4. Le **secteur agricole**, qui contribue pour 50% au PIB, est la principale source de revenus et de subsistance de 85% de la population. L'agriculture, qui est à l'origine de près de 80% des recettes d'exportation, est aussi la première source de devises du pays. La productivité agricole reste faible, même à l'échelle de l'Afrique subsaharienne. Environ 1% seulement de la totalité des terres arables sont irriguées. La dégradation de l'environnement et une base de ressources en constante diminution ont également contribué au déclin de la production et de la productivité agricoles. Le manque d'accès des ménages ruraux aux intrants améliorés, aux services financiers et aux marchés a en outre fait obstacle à l'accroissement régulier de la production. Le secteur agricole restera néanmoins prédominant dans l'économie au cours des années à venir.

5. L'agriculture éthiopienne se caractérise par des zones à fort potentiel (où la production alimentaire est excédentaire) en altitude et des zones pastorales arides et semi-arides (à déficit alimentaire) dans les plaines. Souvent, les fluctuations de la production agricole dues à la sécheresse augmentent la vulnérabilité des ménages ruraux qui vivent déjà dans une insécurité alimentaire chronique, notamment les éleveurs. La chute du PIB agricole au cours de l'année écoulée et les effets de la sécheresse actuelle montrent combien il est important de formuler des stratégies, des politiques et des programmes d'investissement pour mieux gérer les risques et réduire la vulnérabilité des ménages ruraux pauvres.

B. Enseignements tirés des précédentes activités du FIDA

6. Les principaux enseignements ayant une pertinence pour le projet de développement des communautés pastorales ont essentiellement été tirés d'une série de projets de développement de l'élevage et des parcours cofinancés par la Banque mondiale (Appendice II). Ces projets se sont attirés de vives critiques, dont certaines sont justifiées. La plupart des interventions ont fait des progrès considérables en matière de développement des ressources en eau et de lutte contre les maladies et ont pu accumuler des connaissances limitées sur la société et l'économie pastorales. Ces investissements se caractérisaient par une consultation insuffisante des communautés ou organisations pastorales et n'ont guère, voire pas du tout, pris en compte les besoins des femmes et des groupes défavorisés ni fait évoluer la culture des organismes d'exécution dans le sens de l'adoption de méthodologies participatives.

7. Aucune attention n'a été accordée à l'apparition de l'agropastoralisme en tant qu'activité économiquement viable. Qui plus est, on n'a pas suffisamment veillé à prévoir la création de systèmes d'alerte précoce, la gestion des risques, les stratégies visant à atténuer les effets des catastrophes ou le rôle potentiellement positif du secteur privé. Ces interventions n'ont en outre pas tenu compte des effets négatifs des conflits locaux et régionaux ni proposé de moyens pour les atténuer. Leur réussite ou leur échec devrait néanmoins être examiné au regard de facteurs tout aussi importants, notamment l'absence quasi totale d'infrastructures socioéconomiques de base dans les zones pastorales, une transformation massive du climat politique et l'insécurité résultant du conflit civil et de la guerre. Les enseignements tirés de cette expérience ont permis d'améliorer la conception du projet de développement des communautés pastorales.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Éthiopie

8. **La politique éthiopienne de réduction de la pauvreté.** Conformément au document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), l'objectif premier du programme de développement durable et de réduction de la pauvreté mis en œuvre par le gouvernement est de réduire la pauvreté en favorisant une croissance économique rapide. Entériné par les donateurs au cours de la dernière réunion du Groupe consultatif de la Banque mondiale, en décembre 2002, ce programme entend tirer

parti du succès des réformes passées des institutions et des grandes orientations. Tout en soulignant l'importance du développement rural et agricole pour améliorer le sort des pauvres, ce programme reconnaît qu'il est nécessaire de déployer de réels efforts de développement du secteur privé pour mettre l'économie sur la voie d'une croissance accélérée. Le programme de développement durable et de réduction de la pauvreté définit en outre les mesures sectorielles et les problèmes intersectoriels principaux dans les domaines du VIH/sida, du commerce, de l'éducation, de la santé, de la voirie, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de la problématique hommes-femmes. Ses objectifs ambitieux, qui sont réalisables si la croissance économique prévue est maintenue, sont conformes aux objectifs de développement pour le Millénaire. En particulier, le programme reconnaît que, pour accroître la production et la productivité agricoles, il faut investir dans le développement des technologies de production, la diversification des produits et l'interaction accrue des marchés.

9. **Les activités de réduction de la pauvreté des autres grands donateurs.** À la réunion de décembre 2002 du Groupe consultatif, les donateurs ont renouvelé leur confiance et leur attachement au programme de développement durable et de réduction de la pauvreté et sont convenus qu'il est un bon tremplin à la fois pour mobiliser les ressources et pour utiliser plus efficacement l'aide, en particulier du fait qu'il établit un cadre pour l'harmonisation systématique des approches et des stratégies. Les efforts d'harmonisation visent à rationaliser les approches et procédures des divers donateurs, et à les aligner sur celles du gouvernement. Le groupe local chargé de l'aide au développement est en train d'arrêter les principes généraux d'une telle harmonisation. Le gouvernement devrait assumer un rôle plus important de direction en matière de coordination de l'aide au développement et de mise en œuvre des réformes requises pour renforcer les systèmes existants de gestion et de responsabilité publiques, conformément aux normes et meilleures pratiques admises au niveau international. L'adoption d'un appui direct au budget par un certain nombre de donateurs devrait également augmenter la responsabilité mutuelle.

10. **Stratégie du FIDA en Éthiopie.** Conformément à l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP), le créneau stratégique du FIDA est d'utiliser ses ressources pour aiguiller les politiques et ressources de l'État en faveur des ruraux pauvres. Le COSOP exhorte le FIDA à jouer un rôle plus dynamique dans la conception des programmes de développement à l'échelle de tout le secteur, afin d'en renforcer l'impact et de faire progresser la réduction de la pauvreté. La stratégie adoptée en Éthiopie appuie le programme de développement durable et de réduction de la pauvreté en encourageant une authentique participation des bénéficiaires à la conception, à la planification et à l'exécution des programmes, en se fondant sur une connaissance et une compréhension améliorées des besoins urgents et des priorités des ménages ruraux pauvres. Elle souligne donc l'importance de la recherche et de l'analyse socioéconomiques qu'il convient d'effectuer soit avant la formulation ou en tant que partie intégrante du début de l'exécution. En outre, il est reconnu dans le COSOP que, compte tenu de la taille de l'Éthiopie, de son économie politique et de l'ampleur de la pauvreté rurale, il n'est pas possible d'y adopter une approche unique de la réduction de la pauvreté en milieu rural. Il précise donc qu'il est nécessaire pour le FIDA de travailler avec d'autres partenaires de développement pour mobiliser les ressources requises pour financer l'infrastructure sociale complémentaire qui est essentielle pour accroître durablement la production et la productivité agricoles.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

11. **Zone du projet.** En Éthiopie, le pastoralisme est largement pratiqué dans les États régionaux Somali et Afar, la zone Borana de l'État régional d'Oromiya, et la zone de l'Omo Sud de l'État régional des Nations, nationalités et peuples du Sud. On trouve aussi un nombre limité d'éleveurs dans certaines zones du Tigré et dans les régions de Benishangul et Gambella. Les zones d'élevage comptent presque sept millions d'habitants et plus de 11 millions de têtes de bétail sur 500 000 km², soit 61% de la superficie de l'Éthiopie. Les habitants des plaines sont les rares personnes comparativement mieux loties qui possèdent des biens substantiels sous forme de bétail, un grand nombre de pauvres qui ont de petits troupeaux de bovins ou de volailles, et un nombre limité de personnes tributaires des cultures ou de la vente de leur main-d'œuvre (des cultivateurs-éleveurs). Si les conditions climatiques et les difficultés sont similaires dans la plupart des zones pastorales, les populations qui y vivent diffèrent quant à leur structure sociale, la composition de leur troupeau, leurs stratégies de survie et leur degré d'intégration dans l'économie de marché.

12. La décentralisation a certes offert de nouvelles possibilités de développement plus participatif mais le processus global de gouvernance reste néanmoins faible dans les plaines. La sécheresse périodique a toujours lourdement hypothéqué les moyens de subsistance des communautés pastorales, déjà fort sollicitées par la pression démographique ainsi que par l'augmentation du cheptel et la dégradation des terres de parcours, diminuant d'autant la capacité de résistance à la sécheresse des éleveurs. La commercialisation du bétail est un obstacle important qui empêche de mettre en valeur le potentiel économique, et les restrictions récemment imposées aux marchés à l'exportation – essentiellement dues aux préoccupations d'ordre sanitaire et phytosanitaire – ont entraîné une baisse substantielle des revenus réels des ménages.

13. La qualité des services de santé offerts à la population est également médiocre. Le VIH/sida est un problème de santé majeur en Éthiopie, l'un des pays les plus gravement touchés au monde, mais on ne sait pas grand chose, hormis quelques anecdotes invérifiables, sur la prévalence de la séropositivité dans les populations pastorales. Les services d'éducation touchent moins d'un cinquième des éleveurs, ce qui limite gravement les possibilités de diversification des moyens de subsistance. Les services d'appui à l'agriculture sont quasiment inexistantes. Le gouvernement investit actuellement dans la recherche agricole dans les plaines pour rectifier en partie ce déséquilibre. L'état de l'infrastructure rurale laisse notablement à désirer, et l'accroissement régulier de la superficie mise en culture s'est souvent fait au détriment des communautés pastorales, qui ont continué à perdre certains des pâturages qu'elles utilisaient durant la saison sèche. Le droit coutumier et les pratiques de gestion des ressources naturelles perdent du terrain face à la pression démographique et au manque de terres. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont fréquents et généralisés et entraînent de nombreuses morts.

14. En tant que phase initiale d'une durée de cinq ans d'un programme exécuté sur quinze ans, le projet de développement des communautés pastorales sera essentiellement axé sur les besoins et les priorités des ménages ruraux vivant dans environ un tiers des *woreda* pastoraux et agropastoraux des quatre régions. Les critères de sélection de ces *woreda* sont les suivants: i) une répartition équitable entre les différentes zones; ii) un minimum de moyens en matière de ressources humaines, de communications et d'accès; iii) la présence de *woreda* pastoraux et de *woreda* agropastoraux; iv) des conditions de sécurité adéquates; et v) la nécessité d'éviter les *woreda* où d'autres donateurs sont déjà très actifs. Le **groupe cible** de ce projet comprendra environ 450 000 ménages pastoraux et agropastoraux pauvres de 30 *woreda* des États régionaux Afar, Somali, des Nations du Sud et d'Oromiya. Ces ménages tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance de l'élevage en

transhumance sur pâturages naturels. Ils complètent également le revenu familial en pratiquant des cultures occasionnelles, le commerce, l'artisanat, l'extraction du sel, le travail migratoire, etc. En moyenne, un ménage compte de 5 à 12 personnes et la majorité d'entre eux vivent nettement au-dessous du seuil internationalement reconnu de la pauvreté, soit moins de 1 USD par jour. Les bénéficiaires du projet sont notamment des ménages dirigés par une femme (environ 20%) et un nombre limité de réfugiés tributaires de l'aide alimentaire.

B. Objectifs et portée

15. Le projet de développement des communautés pastorales entend améliorer les perspectives de durabilité des moyens de subsistance des éleveurs vivant dans les plaines arides et semi-arides de l'Éthiopie. Il est conçu de manière à promouvoir l'autonomie des communautés et à permettre à l'administration régionale décentralisée de gérer plus efficacement le développement local moyennant un processus de planification par les communautés, lié à un fonds d'investissement communautaire. Le projet appuiera également un programme participatif de gestion des catastrophes afin de réduire la vulnérabilité des communautés pastorales face à la sécheresse et aux autres catastrophes naturelles qui menacent leurs moyens de subsistance. Cette action sera appuyée par une réforme des politiques, par des investissements dans la santé, l'éducation et les services vétérinaires, et par la recherche appliquée dans le domaine de l'aridoculture et de la gestion des ressources naturelles. Tout en reconnaissant le rôle central que joue et continuera de jouer la production animale dans la vie pastorale, le projet de développement des communautés pastorales ne sera pas exclusivement axé sur l'accroissement des revenus et de la productivité de l'élevage. Il recensera également et développera d'autres moyens de subsistance, y compris l'agriculture sédentaire sur une base volontaire et la création de revenus extra-agricoles, afin de mieux intégrer les communautés pastorales dans l'économie nationale.

16. L'**objectif de développement** du projet, qui représente la phase initiale d'un programme de plus longue durée, est de fournir une aide au renforcement des capacités et d'établir des modèles efficaces de prestation des services publics, d'investissement et de gestion des catastrophes dans les zones pastorales qui soient adaptés aux besoins prioritaires des communautés et en réduisent la vulnérabilité. Le programme contribuera donc à: i) accroître et stabiliser les revenus des ménages; ii) développer l'accès aux services sociaux et publics; iii) améliorer les relations sociales, les institutions et l'environnement naturel; iv) réduire la vulnérabilité face aux catastrophes.

C. Composantes

17. Le projet de développement des communautés pastorales est structuré autour de trois composantes principales, à savoir: i) le développement des moyens de subsistance durable; ii) la gestion des risques inhérents à la vie pastorale; et iii) l'exécution du projet et la réforme des politiques.

Développement des moyens de subsistance durable

18. Cette composante entend mettre en place des procédures de planification décentralisée et participative à l'échelle des communautés, des *kebele* et des *woreda*, dans le cadre de la structure des gouvernements régionaux. Les hommes et les femmes des communautés pastorales sélectionneront, hiérarchiseront, concevront et exécuteront des microprojets en fonction de leurs priorités de développement. Dans le cadre de la sous-composante relative au **renforcement des capacités régionales en vue de démarginaliser les communautés**, les régions et les communautés seront aidées par des équipes d'appui mobiles composées d'un chef d'équipe (spécialisé dans le développement pastoral communautaire), d'un spécialiste de la formation, de la communication et de l'animation, et d'un spécialiste de la problématique hommes-femmes et des petites entreprises, qui travailleront avec les administrations des *woreda* et leurs bureaux chargés de l'appui aux services techniques et sociaux. Ces équipes d'appui mobiles utiliseront les outils d'apprentissage et d'action

participatifs pour faciliter l'analyse de la situation et aider les communautés à préparer leurs propres microprojets. L'expérience acquise durant la planification, l'exécution et l'évaluation de ces microprojets permettra d'accumuler progressivement un savoir-faire local pour pouvoir préparer des plans de développement communautaire intégré. À l'aide de simples formulaires de présentation de microprojets, les communautés définiront très précisément leurs objectifs et proposeront des activités et des budgets, tout en prenant dûment en compte l'impact environnemental de leurs projets.

19. Les investissements proposés par les communautés seront transmis aux *woreda* pour financement au titre du **Fonds d'investissement communautaire** (FIC). Un comité de développement du *woreda*, composé de représentants de l'administration du *woreda*, de la société civile et du secteur privé, étudiera les demandes et présentera ses recommandations à l'administration du *woreda*. Afin de préserver le caractère multisectoriel du projet et de respecter les diverses priorités des communautés pastorales, en accordant une attention particulière tant aux sous-groupes les plus démunis qu'aux femmes, les investissements financés au titre du FIC ne se limiteront pas à tel ou tel secteur. Durant la première année d'exécution, on effectuera une étude et une analyse sociale du groupe cible sur un mode participatif pour arrêter le détail des modalités pratiques d'amélioration de l'accès des femmes et des groupes les plus vulnérables au FIC et accroître leur participation au processus de développement. Les propositions présentées pour financement au titre du FIC seront approuvées à l'échelle du *woreda* en appliquant des critères transparents connus à l'avance par toutes les parties prenantes, et évaluées en fonction des normes techniques des ministères compétents. Les communautés exécuteront directement les microprojets, auxquels elles devront contribuer à hauteur d'au moins 20% sous forme monétaire ou en nature pour témoigner de leur engagement, de façon à renforcer leurs capacités, à s'assurer que les investissements sont en adéquation avec les besoins et que les populations en assument la responsabilité.

20. La sous-composante relative au **renforcement des services d'appui** financera des investissements stratégiques dans l'infrastructure et améliorera la prestation des services de l'État au niveau régional et à l'échelle des *woreda* ainsi que la recherche axée sur les services d'appui dans le domaine de l'amélioration des moyens de subsistance en milieu pastoral. Les experts techniques des *woreda* chargés des formes non traditionnelles d'enseignement (alphabétisation et maîtrise du calcul), des soins de santé primaires (premiers secours, hygiène, assainissement, obstétrique et sensibilisation au VIH/sida), de la production animale (élevage et soins vétérinaires), de l'agriculture (irriguée ou pluviale), de l'utilisation des sols ainsi que de la gestion des ressources naturelles et des parcours seront déployés en fonction de la demande locale et de la disponibilité du personnel. Le personnel technique du *woreda* fera également le lien entre l'administration publique, les communautés pastorales et les agents communautaires.

Gestion des risques inhérents à la vie pastorale

21. Cette composante porte sur un **système communautaire d'alerte précoce**, qui tirera parti des efforts actuellement mis en œuvre par la Commission de prévention des catastrophes et de planification préalable et les organisations non gouvernementales (ONG) pour mettre en place à l'échelle des *woreda* la collecte et l'analyse des données de base sur le bien-être des ménages en recourant à un outil d'enquête conçu pour les systèmes de production pastorale. En faisant appel à des contrôleurs des données recrutés à temps partiel dans les communautés, les *woreda* pourront établir et analyser les tendances relatives au bien-être des ménages et à la situation socioéconomique (y compris les conflits) et environnementale dans les diverses zones. Les bureaux régionaux de la Commission de prévention des catastrophes et de planification préalable utiliseront ces données pour planifier et, finalement, lancer un système d'alerte précoce. Tout en privilégiant les *woreda* ciblés par le projet, il sera possible et opportun d'élargir le système d'alerte précoce à la plupart des *woreda* pastoraux des quatre régions.

22. Dans le cadre de la sous-composante relative à **la planification du dispositif de secours en cas de catastrophes**, le projet investira dans le renforcement des capacités au niveau régional et à celui des *woreda* pour préparer des plans de secours à partir des données recueillies à l'aide du système d'alerte précoce. Ces plans incluront notamment des activités relatives à l'atténuation des effets des catastrophes et à l'intervention rapide qui seront financées à la fois par les fonds mis à disposition essentiellement par d'autres donateurs et par le gouvernement pour intervenir en cas de sécheresse et autres catastrophes naturelles, et par les montants modestes prévus à cette fin au titre du **Fonds de secours et de prévoyance en prévision de catastrophes**. Les activités d'intervention rapide seront préparées à l'avance sous forme de "plans prêts à l'emploi" pouvant être exécutés sans retard au niveau d'alerte convenu.

23. Enfin, le **Fonds de secours et de prévoyance en prévision de catastrophes** financera les activités recensées comme prioritaires dans les plans de secours. Il est prévu que les plans de secours des *woreda* incluront des investissements visant à atténuer davantage les effets de la sécheresse et à garantir la rapidité d'intervention. Un plan de secours acceptable, y compris une documentation précise sur le processus participatif et l'évaluation environnementale, sera une condition préalable au déblocage des fonds. D'autres ressources du gouvernement et des donateurs devraient être la source essentielle de financement des investissements importants dans l'infrastructure.

Exécution du projet et réforme des politiques

24. Cette composante fournira un appui opérationnel et une formation à l'Unité fédérale et aux Unités régionales chargées de la coordination du projet pour qu'elles s'acquittent efficacement de leurs obligations fiduciaires, analysent les politiques, assurent la liaison entre les groupes de parties prenantes, coordonnent les activités aux niveaux fédéral et régional, et mobilisent l'appui technique nécessaire. La sous-composante relative **au suivi et à l'évaluation (S&E)** créera un système de gestion informatisée (SGI) comprenant un niveau global et un niveau local et associant l'évaluation communautaire de l'impact des microprojets à une base de données permettant le suivi des moyens de subsistance des populations pastorales à l'échelon du *woreda* et de la région. La sous-composante relative au S&E permettra aux responsables du projet d'obtenir sans tarder des informations sur la manière dont les interventions atteignent effectivement les bénéficiaires prévus et sur l'emploi des ressources du projet afin de pouvoir prendre rapidement des mesures correctives. La sous-composante relative à **l'analyse des politiques et à l'élaboration d'une stratégie** appuiera les réformes des politiques et des institutions nécessaires pour renforcer les moyens de subsistance des populations pastorales et réduire les risques en privilégiant surtout les études ciblées, la recherche, les activités de formation et de sensibilisation.

D. Coûts et financement

25. On trouvera aux tableaux 1 et 2 le résumé des coûts du projet par composante et sous-composante et son plan de financement. Le coût total du projet s'élève à 59,9 millions de USD, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, soit environ 7%. Les coûts d'investissement, qui se rapportent pour la plupart aux communautés pastorales, représentent près de 85% du coût total du projet. Les coûts du projet seront conjointement financés par un don de l'IDA d'un montant de 30,0 millions de USD (approuvé par le Conseil d'administration de l'IDA le 20 mai 2003) et par un prêt du FIDA de 20,0 millions de USD, outre les contributions de 5,9 millions de USD du gouvernement et de 4,0 millions de USD des bénéficiaires. La contribution des bénéficiaires représente la part de 20% du FIC qu'ils assument. On trouvera à l'appendice IV d'autres tableaux détaillés sur les coûts.

Tableau 1: Résumé des coûts du projet ^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% du total des coûts de base
A. Développement des moyens de subsistance durable					
Renforcement des capacités régionales en vue de démarginaliser les communautés	1 642,0	671,4	2 313,5	29	4
Fonds d'investissement communautaire	-	20 000,0	20 000,0	100	36
Renforcement des services d'appui	7 326,1	3 569,2	10 895,3	33	19
Sous-total	8 968,2	24 240,7	33 208,8	73	59
B. Gestion des risques inhérents à la vie pastorale					
Système communautaire d'alerte précoce	2 866,5	1 092,6	3 959,1	28	7
Planification des interventions de secours	538,5	442,5	981,0	45	2
Fonds de secours et de prévoyance en prévision de catastrophes	-	10 600,0	10 600,0	100	19
Sous-total	3 405,0	12 135,1	15 540,1	78	28
C. Exécution du projet et réforme des politiques					
Analyse des politiques et élaboration d'une stratégie	312,5	312,5	625,0	50	1
Appui au projet et coordination	1 801,3	430,0	860,0	50	2
Suivi et évaluation	430,0	823,0	2 624,3	31	5
Fonds non attribués	3 331,5	-	3 331,5	-	6
Sous-total	5 875,2	1 565,5	7 440,8	21	13
Total des coûts de base	18 248,4	37 941,3	56 189,7	68	100
Provision pour aléas d'exécution	1 218,3	545,1	1 763,5	31	3
Provision pour aléas financiers	1 655,4	346,6	2 002,0	17	4
Coût total du projet	21 122,1	38 833,1	59 955,2	65	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Tableau 2: Plan de financement ^a
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		IDA		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement des moyens de subsistance durable													
Renforcement des capacités régionales en vue de démarginaliser les communautés	394,0	14,7	1 368,9	51,2	912,6	34,1	-	-	2 675,5	4,5	754,6	1 605,5	315,4
Fonds d'investissement communautaire	-0,0	-0,0	9 600,0	48,0	6 400,0	32,0	4 000,0	20,0	20 000,0	33,4	20 000,0	-	-
Renforcement des services d'appui	1 994,3	15,5	6 533,9	50,7	4 355,9	33,8	-	-	12 884,0	21,5	4 048,0	6 940,1	1 895,9
Sous-total	2 388,3	6,7	17 502,7	49,2	11 668,5	32,8	4 000,0	11,2	35 559,5	59,3	24 802,6	8 545,6	2 211,3
B. Gestion des risques inhérents à la vie pastorale													
Système communautaire d'alerte précoce	679,0	14,5	2 405,5	51,3	1 605,5	34,2	-	-	4 690,0	7,8	1 230,1	2 904,8	555,1
Planification des interventions de secours	170,6	15,0	580,1	51,0	386,7	34,0	-	-	1 137,4	1,9	501,8	465,0	170,6
Fonds de secours et de prévoyance en prévision de catastrophes	2 120,0	20,0	5 088,0	48,0	3 392,0	32,0	-	-	10 600,0	17,7	10 600,0	-	-
Sous-total	2 969,6	18,1	8 073,6	49,1	5 384,2	32,8	-	-	16 427,4	27,4	12 331,9	3 369,8	725,7
C. Exécution du projet et réforme des politiques													
Analyse des politiques et élaboration d'une stratégie	98,6	15,0	335,3	51,0	223,5	34,0	-	-	657,5	1,1	323,9	234,9	98,6
Appui au projet et coordination	354,5	15,0	490,1	51,0	326,7	34,0	-	-	961,0	1,6	470,3	346,6	144,2
Suivi et évaluation	144,2	11,7	1 598,3	53,0	1 065,6	35,3	-	-	3 018,4	5,0	904,3	1 831,7	282,4
Fonds non attribués	-	-	2 000,0	60,0	1 331,5	40,0	-	-	3 331,5	5,6	-	3 331,5	-
Sous-total	597,3	7,5	4 423,7	55,5	2 947,3	37,0	-	-	7 968,3	13,3	1 698,5	5 744,6	525,1
Total des décaissements	5 955,2	9,9	30 000,0	50,0	20 000,0	33,4	4 000,0	6,7	59 955,2	100,0	38 833,1	17 660,0	3 462,1

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

26. **Passation des marchés.** Sur la base des conclusions et des recommandations du bilan effectué par l'IDA en juin 2002 sur la passation des marchés dans le pays, la passation des marchés de biens et de services du projet se fera principalement par voie d'appel à la concurrence locale, conformément aux directives de l'IDA et du FIDA en la matière. Toutefois, tout marché de biens d'une valeur estimée à l'équivalent de plus de 100 000 USD sera attribué en faisant appel à la concurrence internationale. Les travaux seront effectués soit en suivant les procédures locales d'appel à la concurrence agréées par l'IDA, soit sans adjudication à des tiers en recourant à la main-d'œuvre des bénéficiaires.

27. **Décaissements.** Les décaissements du compte de prêt du FIDA seront effectués conformément aux procédures de l'IDA en la matière, notamment en recourant à des relevés de dépenses certifiés pour certains postes de dépenses. Les justificatifs à l'appui de ces relevés de dépenses certifiés seront conservés pour examen lors des missions de supervision et de vérification annuelle des comptes du projet. Pour garantir des liquidités suffisantes, cruciales pour une mise en œuvre du projet dans les meilleurs délais, le Ministère des affaires fédérales ouvrira et opérera un compte spécial libellé en dollars des États-Unis auprès de la Banque nationale de l'Éthiopie, dans lequel il déposera un montant autorisé de 2 millions de USD.

28. **Comptabilité et vérification des comptes.** Sur la base des conclusions et des recommandations de l'évaluation de la responsabilité financière dans le pays effectuée par l'IDA en novembre 2002, il a été reconnu que la discipline de l'Éthiopie en matière d'exécution des budgets et de respect de la réglementation nationale était un point fort pour la mise en œuvre du projet. L'acheminement des fonds par le biais du processus budgétaire de l'État et la préparation de la comptabilité du projet et des états financiers seront donc régis par les politiques comptables et les règles et règlements financiers en vigueur. Des efforts concertés sont déjà mis en œuvre pour renforcer la capacité institutionnelle des administrations des régions et des *woreda* dans ces domaines. La comptabilité du projet sera établie à temps pour la vérification des comptes annuelle quatre mois avant la fin de l'année budgétaire, et le vérificateur fédéral des comptes choisira des commissaires aux comptes agréés par le FIDA pour vérifier les états financiers du projet. Les comptes annuels vérifiés et les rapports du commissaire aux comptes devront être transmis à l'IDA et au FIDA six mois au plus tard après la fin de l'année budgétaire.

F. Organisation et gestion²

29. **Au niveau des communautés.** Le développement communautaire est un élément central du projet de développement des communautés pastorales et les communautés elles-mêmes en sont les véritables partenaires d'exécution. À ce titre, elles se chargeront de la définition, de l'évaluation prospective, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des microprojets qui seront financés au titre du FIC. Elles seront également étroitement associées à la conception et à l'exécution des plans de secours en cas de catastrophes. Le projet renforcera la capacité d'autogestion des institutions autochtones existantes. Pour introduire avec succès les principes du développement à assise communautaire, il faudra faire considérablement évoluer les mentalités et les méthodes opératoires des services de l'État. Il faudra pour cela une meilleure intégration verticale des flux d'informations et de la prise des décisions. Au point d'interface avec la communauté, une équipe multidisciplinaire (les équipes d'appui mobiles et, par la suite, les équipes itinérantes d'animateurs) partagera les responsabilités avec les communautés et facilitera l'appui technique.

² Appendice V - Organizational Structure (Organigramme).

30. Le projet accordera une attention particulière à l'organisation socioterritoriale existante, de manière à ce que ces connaissances puissent servir à trouver les groupements et les formes d'organisation qui pourront prendre en charge le processus de développement. Aucune intervention communautaire ne sera lancée sans procéder à une analyse participative approfondie de la capacité institutionnelle locale et des structures socioéconomiques faisant double emploi dans un *woreda*. Il est prévu qu'un ensemble de groupes communautaires, y compris des organisations traditionnelles et des groupements représentant des intérêts particuliers (les femmes, les jeunes, l'environnement, la culture, etc.) travailleront ensemble pour définir les priorités du développement communautaire et, en collaboration avec les ONG intéressées, assurer la gestion de leur exécution. Le processus participatif de planification sera également un outil important pour promouvoir la prise de conscience et encourager les communautés pastorales à se protéger du VIH/sida et à prendre des mesures visant à en atténuer les effets, à faire face à la stigmatisation et aux effets socioéconomiques qui en résultent, dans le cadre du projet multisectoriel de lutte contre le VIH/sida en cours financé par l'IDA. L'engagement de la communauté dans ce processus et sa gestion, ultérieurement, des ressources du projet feront l'objet d'un suivi étroit, et les communautés qui ne s'acquittent pas régulièrement de leurs obligations n'auront plus le droit de participer au projet.

31. **À l'échelon des régions et des *woreda*.** Dans la mesure du possible, aucune nouvelle institution ne sera créée pour exécuter le projet. En revanche, l'objectif sera de renforcer les structures existant dans les régions et les *woreda*. Des organes multisectoriels existent déjà dans chaque région pour administrer le projet, qui établira des Unités régionales de coordination du projet en leur sein pour coordonner les activités. Cependant, même les bureaux régionaux sont trop éloignés de la plupart des communautés pastorales pour mettre en œuvre efficacement un développement à assise communautaire. Le DSRP indique que le *woreda* est un "point d'interface approprié entre démarginalisation politique et développement économique local". Les équipes multidisciplinaires ont déjà été créées à l'échelle des *woreda* et seront développées et formées par le projet pour pouvoir être plus mobiles et devenir des équipes itinérantes d'animateurs. Des effectifs suffisants leur ont déjà été affectés dans la plupart des *woreda*, mais un investissement substantiel dans le renforcement des capacités et le matériel sera nécessaire pour que ces entités deviennent des unités efficaces de gestion du projet. Il est prévu qu'il sera nécessaire de recruter des consultants nationaux expérimentés en contrat à durée déterminée pour renforcer ces institutions durant les premières années du projet.

32. Chaque Unité régionale de coordination du projet sera composée de: i) un coordonnateur régional du projet; ii) un spécialiste des communications et de la formation; iii) un comptable; iv) un responsable des marchés; v) un spécialiste du S&E; et vi) un personnel auxiliaire. Elle sera aidée par les équipes d'appui mobiles pour fournir une assistance en matière de renforcement des capacités, l'objectif étant de combler les lacunes en la matière dans les communautés et les collectivités locales. Ces équipes d'appui mobiles devront rendre compte de leurs activités à la région; elles opéreront dans le cadre de la structure gouvernementale en place et seront partenaires du personnel de l'État. Lorsque les équipes itinérantes d'animateurs auront été formées, les équipes d'appui mobiles ne seront plus requises et se retireront progressivement, mettant leurs compétences à la disposition de nouveaux *woreda*. Chaque équipe d'appui mobile sera composée de trois membres principaux – un chef d'équipe, un responsable de la formation et un spécialiste de la problématique hommes-femmes et du développement des petites entreprises – outre un personnel auxiliaire.

33. **Au niveau fédéral,** une Unité fédérale de coordination du projet aussi réduite que possible sera établie par le Ministère des affaires fédérales; elle comprendra un coordonnateur du projet, un spécialiste du S&E, un spécialiste de la gestion financière, un spécialiste de la passation des marchés, un conseiller et chercheur spécialisé en politiques pastorales et le personnel auxiliaire approprié. Le coordonnateur du projet relèvera du directeur du Département du développement pastoral du Ministère des affaires fédérales et du Conseil interministériel fédéral, présidé par le Ministre des affaires fédérales. Ce Conseil est composé des Ministres du développement rural, de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'infrastructure, ainsi que d'un représentant de l'Office de

commercialisation du bétail. À ce titre, il aidera à garantir que le projet de développement des communautés pastorales est capable de mettre en œuvre une approche multisectorielle et de recevoir un appui de haut niveau et une assistance technique lorsque cela s'avèrera nécessaire. Le Conseil interministériel fédéral est appuyé par un comité technique composé de représentants de plusieurs ministères chargés de l'exécution qui disposent de spécialistes du développement pastoral dans leur secteur.

34. **La supervision du projet et son orientation** seront assurées par la Commission parlementaire permanente du développement pastoral, composée de députés dont la majorité représentent des circonscriptions pastorales. La Commission a été étroitement associée à la préparation du projet de développement des communautés pastorales et reste fort intéressée par le maintien d'un appui au projet.

G. Justification économique

35. Étant donné que les activités prévues dans le cadre du projet sont mises en œuvre en réponse à une demande, il est généralement admis que les calculs classiques de la valeur actuelle nette et des taux de rentabilité économique n'auraient guère de sens. Pour diverses raisons, ce type de projet ne se prête pas aisément à l'évaluation économique. Tout d'abord, les avantages des composantes relatives au renforcement des capacités (appui aux communautés et à la gouvernance locale) ne peuvent être facilement quantifiés en termes monétaires. En second lieu, la composante relative à l'investissement ne peut être connue à l'avance, puisqu'elle répond à une demande et est définie en cours d'exécution. Enfin, bon nombre des avantages découlant des investissements prévus (par exemple, dans la gestion des ressources naturelles, l'éducation, la santé, etc.) sont également difficiles à quantifier.

H. Risques³

36. Le risque est inhérent à tout projet mis en œuvre dans des régions arides et semi-arides éloignées. Ce risque est d'autant plus élevé en Éthiopie que l'infrastructure est relativement médiocre dans les zones pastorales et que l'insécurité y règne périodiquement. Cependant, dans la plupart des cas, ces risques sont gérés et maîtrisés dans le cadre plus global du programme de développement durable et de réduction de la pauvreté. L'approche du développement communautaire adoptée par le projet devrait encore diminuer le risque (Appendice VI) en privilégiant des interventions adaptées, mises en œuvre en réponse à une demande et dans une large mesure prises en charge et gérées par les communautés.

I. Impact sur l'environnement

37. Les questions environnementales associées aux activités qui doivent être financées au titre du projet de développement des communautés pastorales ont été recensées dans le cadre d'un bilan et schéma de gestion de l'environnement établis avant la phase de formulation. Cette évaluation, au cours de laquelle les parties prenantes ont été consultées, a conclu que le projet ne devrait pas avoir d'impact préjudiciable significatif et a donc été classé dans la catégorie B. Les mesures de protection de l'environnement et le schéma de gestion requis ont été intégrés dans le dispositif d'exécution du projet.

J. Aspects novateurs

38. Le processus de préparation du projet a donné au FIDA une possibilité d'influer sur les résultats d'un programme d'investissement sectoriel conforme au COSOP. En présentant le projet de développement des communautés pastorales au Conseil d'administration de l'IDA, le personnel de la Banque mondiale a relevé que "le FIDA a enrichi le projet en mettant l'accent sur les pauvres et en orientant les investissements sur les secteurs productifs". La collaboration étroite entre l'IDA, le

³ Appendice VI - Risk Mitigation Matrix (Tableau concernant l'atténuation des risques).

FIDA et le gouvernement a déjà permis de dégager un solide consensus sur la conception du projet et les approches du développement communautaire pastoral. Le projet offre donc aux autres donateurs et aux ONG un bon cadre général pour harmoniser leurs stratégies et leurs approches en vue de renforcer les liens entre les programmes en cours et prévus, et au sein de chacun d'eux. Il est également un bon moyen d'améliorer la collaboration avec les ONG qui possèdent divers atouts et ont une expérience opérationnelle considérable dans le domaine. En outre, il renforcera la capacité institutionnelle locale grâce aux équipes d'appui mobiles et aux équipes itinérantes d'animateurs, d'une manière compatible avec le mode de vie nomade des éleveurs.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

39. Un accord de prêt entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

40. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

41. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatorze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (14 400 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2043 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 27 août 2003)

1. Le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie (le Gouvernement) ouvre et maintient pendant toute la durée du projet, aux fins de la mise à disposition de sa contribution de contrepartie au financement du projet, un compte (le compte du projet), libellé en birrs éthiopiens, auprès de la Banque nationale d'Éthiopie, à des conditions et selon des modalités acceptables par le FIDA. Le Gouvernement effectue ensuite promptement un premier versement sur le compte du projet d'un montant équivalant à 3 210 000 ETB, pour financer sa contribution au projet. Il verse en outre sur le compte du projet au plus tard le 15 août de chaque exercice budgétaire, pendant toute la durée d'exécution du projet, la somme requise pour réapprovisionner le compte du projet à hauteur du montant du versement initial. Le Gouvernement veille à ce que les sommes déposées sur le compte du projet soient utilisées exclusivement pour couvrir des dépenses raisonnables ou prévues pour l'acquisition de biens et services liés au projet, en sus de ceux qui sont financés par les fonds provenant du prêt du FIDA et du don de l'IDA.

2. Le Gouvernement, dans un délai de six mois à compter de la date de prise d'effet du prêt, nomme un conseiller en politique et recherche pastorales, doté d'une expérience et de qualifications acceptables par l'IDA et le FIDA, conformément aux conditions énoncées dans l'accord relatif au don de développement de l'IDA (ADD).

3. Afin de renforcer la participation des femmes et des groupes les plus vulnérables au développement des communautés pastorales, le Gouvernement, dans un délai de neuf mois à compter de la date de prise d'effet du prêt, exécute et remet à l'IDA et au FIDA, une recherche et une analyse sociale conduites avec la participation des intéressés et acceptables par les deux organisations, dans la forme et sur le fond, et met ensuite promptement à exécution les recommandations qui y sont formulées.

4. La condition suivante est spécifiée comme condition préalable au décaissement des fonds du prêt pour les dépenses relatives aux catégories "dons communautaires" et "dons pour la gestion des risques":

Aucun retrait ne sera effectué avant que les accords relatifs aux dons communautaires et aux dons pour la gestion des risques, y compris les études d'impact sur l'environnement et les mesures d'atténuation prévues à cet égard, n'aient été conclus entre une communauté bénéficiaire et un *woreda*, et une région et un *woreda*, respectivement. Ces accords devront être conformes aux procédures, modalités et conditions mentionnées dans l'ADD et précisées dans le manuel d'exécution du projet, comme il ressortira des dix premiers accords relatifs aux dons communautaires et des quatre premiers accords relatifs aux dons pour la gestion des risques soumis à l'approbation préalable de l'IDA et du FIDA.

5. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

a) Le FIDA a reçu et approuvé la preuve écrite que les conditions préalables à l'entrée en vigueur prévues dans l'ADD sont remplies. Ces conditions sont les suivantes:

- i) le Gouvernement a mis en place un système de comptabilité et de gestion financière pour le projet, acceptable par l'IDA et le FIDA dans la forme et sur le fond;
 - ii) le Gouvernement a ouvert le compte du projet et y a déposé le premier versement;
 - iii) le Gouvernement a adopté le manuel d'exécution du projet, acceptable par l'IDA et le FIDA dans la forme et sur le fond;
 - iv) le Gouvernement a achevé l'établissement du programme de travail pour la première année d'exécution du projet, y compris le budget et le plan d'achat, acceptables par l'IDA et le FIDA dans la forme et sur le fond;
 - v) le Gouvernement a doté l'Unité de coordination fédérale et l'Unité de coordination régionale du projet de cadres ayant une expérience et des qualifications acceptables par l'IDA et le FIDA, à savoir i) pour l'Unité de coordination fédérale, un coordonnateur de projet, un agent administratif et financier, un responsable des achats et un agent de suivi et d'évaluation; et ii) pour chaque Unité de coordination régionale, un coordonnateur régional de projet. Tous ces agents ont été recrutés conformément aux prescriptions de l'ADD.
- b) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- c) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, délivré par le chef du département juridique du Ministère des finances et du développement économique ou par tout autre autorité juridique compétente, acceptable dans la forme et sur le fond et approuvé par le FIDA.

COUNTRY DATA

ETHIOPIA

Land area (km² thousand), 1997 1/	1 000	GNI per capita (USD), 1999 4/	100
Total population (million), 1999 4/	62.8	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	2.6
Population density (people per km²), 1998 1/	61	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	8.0
Local currency	Ethiopian Birr (ETB)	Exchange rate: USD 1 =	ETB 8.41
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1980-98 1/	2.7	GDP (USD million), 1999 4/	6 439
Crude birth rate (per thousand people), 1998 1/	45	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people), 1998 1/	20	1980-90	1.1 a/
Infant mortality rate (per thousand live births), 1998 1/	107	1990-98	4.8
Life expectancy at birth (years), 1998 1/	43	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% agriculture	50
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% industry	7
Total labour force (million), 1998 1/	26.3	% manufacturing	n.a.
Female labour force as % of total, 1998 1/	41	% services	44
Education		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group), 1997 1/	43 a/	General government consumption (as % of GDP)	14
Adult literacy rate (% age 15 and above), 1998 3/	36	Private consumption (as % of GDP)	79
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	1 858	Balance of Payments (USD million)	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5), 1992-98 1/	64	Merchandise exports, 1998 1/	568
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5), 1992-98 1/	48	Merchandise imports, 1998 1/	1 042
Health		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP), 1990-98 1/	4.1	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people), 1990-98 1/	0.03	before official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to safe water, 1990-98 3/	75	after official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to health services, 1981-93 3/	45	Foreign direct investment, 1998 1/	
Percentage population without access to sanitation, 1990-98 3/	81		
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports as percentage of total merchandise imports, 1998 1/	n.a.	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP), 1997 1/	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 1995-97 1/	150	Total expenditure (% of GDP), 1997 1/	
Food production index (1989-91=100), 1996-98 1/	123.7	Total external debt (USD million), 1998 1/	
Land Use		Present value of debt (as % of GNP), 1998 1/	
Arable land as % of land area, 1997 1/	9.9	Total debt service (% of exports of goods and services), 1998 1/	
Forest area (km ² thousand), 1995 1/	136	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	13.6	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	1.8		

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

PREVIOUS IFAD FINANCING TO ETHIOPIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Approved SDR
Second Agricultural Minimum Package Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	07 May 1980	23 Apr 1981	31 Dec 1985	L-I-40-ET	13 900 000
Agricultural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	12 Sep 1983	11 Apr 1984	31 Mar 1991	L-I-131-ET	10 450 000
Rehabilitation Programme for Drought-Affected Areas	IFAD	UNOPS	HC	02 Apr 1985	21 Jun 1985	31 Dec 1990	L-I-168-ET	13 050 000
Special Country Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	03 Dec 1986	13 Oct 1987	31 Dec 1996	L-S-3-ET	9 300 000
Fourth Livestock Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	09 Sep 1987	09 Feb 1988	31 Dec 1992	L-I-205-ET	4 500 000
Southern Region Cooperatives Development and Credit Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 1993	17 Aug 1994	31 Dec 2004	L-I-342-ET	7 550 000
Informal Seed Component of the Seed Systems Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	11 Sep 1996	21 Mar 1997	31 Dec 2001	L-I-421-ET	4 600 000
Special Country Programme – Phase II	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 1996	11 Feb 1999	31 Dec 2003	L-I-438-ET	15 650 000
Agricultural Research and Training Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	10 Sep 1998	30 Jun 1999	31 Mar 2005	L-I-480-ET	13 650 000
Rural Financial Intermediation Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	06 Dec 2001	06 Jan 2003	30 Sep 2010	L-I-572-ET	20 150 000

Note: HC = highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

Hierarchy of Objectives	Key Performance Indicators	Data Collection Strategy	Critical Assumptions
<p>Sector-Related Country Assistance Strategy Goal: Reduced poverty, food insecurity and vulnerability</p>	<p>Sector Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Per capita GDP • Human morbidity and mortality rates • Percentage of vulnerable population 	<p>Sector/Country Reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> • National statistics • Poverty surveys 	<p>(From Goal to World Bank Mission)</p>
<p>Project Purpose: To promote sustainable livelihoods throughout the lowlands of Ethiopia</p>	<p>End-of-Project Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Growth and stability of agricultural and non-agricultural income and asset levels 	<p>Project reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Household surveys • Sectoral studies • Beneficiary assessments • Project evaluations • Reports from World Food Programme, Food and Agriculture Organization of the United Nations, and DPPC 	<p>(from Purpose to Goal)</p> <ul style="list-style-type: none"> • No sustained, multi-year drought • No sustained armed conflicts • No major outbreaks of human or livestock disease • No major market disruptions, e.g. due to disease, war or economic health of neighbouring countries • Macroeconomic and political stability
<p>Project Development Objective: For selected <i>woredas</i> in pastoral areas: To establish effective models of local governance, investment, and disaster management in pastoral areas that address the needs of communities and reduce their vulnerability.</p>	<p>Outcome/Impact Indicators: For targeted communities and <i>woredas</i>:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 85% of communities draft approved local development plans • 75% of micro projects approved and implemented • 95% of <i>woredas</i> receive training • 75% of communities develop and implement disaster-preparedness plans 	<p>Project Reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Household surveys • Sectoral studies • Beneficiary assessments • Final and mid-term project evaluations 	<p>(From Objective to Purpose)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Government commitment to CDD in pastoral areas persists • Partnerships between donors and NGOs are strengthened and expanded to address a wider geographic area • Success of first phase of PCDD justifies a subsequent phase
<p>Output From Each Component: 1. <u>Sustainable Livelihoods Enhancement</u> <i>(a) Regional capacity-building for community empowerment</i> Community needs are articulated in a way that reflects broad participation, including women and other vulnerable groups i) Regions and <i>woredas</i> implement CDDs through participatory processes; ii) men and women pastoralists</p>	<p>Output Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Increased delegation of authority to <i>woredas</i>, <i>kebeles</i> and communities • Existence and use of transparent, accountable, demand-driven and decision-making processes at the community level • Broader representation of hitherto marginalized groups in local affairs 	<p>Project Reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Regional and district development plans • Beneficiary assessments • Training assessments 	<p>(From Outputs to Objective)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacity exists to staff project management structures at each level • Political system accepts devolvement of decision-making to communities

A

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

Hierarchy of Objectives	Key Performance Indicators	Data Collection Strategy	Critical Assumptions
<p>manage their resources better through organization at the grass-roots level</p> <p><i>(b) Community Investment Fund</i></p> <p>Micro investments to improve social and economic infrastructure are planned and executed</p> <p><i>(c) Strengthening of Support Services</i></p> <p>Sustainable, community-based socio-economic services are established, supported by demand-driven research</p> <p>i) Public services strengthened ii) CBWs in place and operational iii) Participatory research system established</p> <p>2. Pastoral Risk Management</p> <p><i>(a) Community-Based Early Warning System</i></p> <p>Remote-sensed and community-based early warning system that forewarns threats to pastoralist livelihoods established</p> <p><i>(b) Disaster Contingency Planning</i></p> <p>DPPC disaster-preparedness methodology strengthened for pastoral areas, and <i>woreda</i> Community Development Boards (CDBs) prepare disaster plans</p> <p><i>(c) Disaster-Preparedness and Contingency Fund</i></p> <p>Capital infrastructure investments to minimize disaster impact, including water, market access and social services</p> <p>3. Project Implementation and Policy Reform</p> <p><i>(a) Monitoring and Evaluation</i></p> <p>M&E system established and producing timely and accurate information for use of project and beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of CDPs developed and approved • Number of micro investments executed • New technologies developed and existing technologies adapted to local conditions • Technology adoption rate • Literacy rates • Access and use of mobile and stationary health and education services • Training programmes completed • Research contracts granted • Timely delivery of remote-sensed information to <i>woredas</i> • Food security assessment applied in threatened areas • Disaster plans implemented as necessary • Cereal stocks used when necessary • Number of regional plans developed and approved • Number of investments executed (e.g. feeder roads constructed, ponds dug, markets built, etc.) • Frequency of reports • Accuracy of reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Community reports • Beneficiary assessments • Project MIS • Financial audits • Project reports • Line ministry annual reports • NGO reports • Project reports • Disaster Prevention and Preparedness Bureau (DPPB/DPPC) reports • <i>Woreda</i> disaster-preparedness plans • Project reports • Disaster Prevention and Preparedness Bureau (DPPB) reports • Community reports • Beneficiary assessments • Project MIS • Financial audits • PCDP reports • Project MIS • Beneficiary assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • Government does not offset PCDP financing with reduced funding to regions • Micro investments are viable and benefits shared broadly • New technologies successfully adopted by target beneficiaries • Line ministries provide support when needed • Privatization of veterinary services will not result in reduced animal health coverage for remote areas, leading to epizootic pandemics • Weak communication systems prevent timely delivery • Insufficient recurrent budget for food security assessment • Insufficient baseline socio-economic data • Seriousness of drought does not overwhelm capacity of relief efforts • Infrastructure investments are viable and benefits broadly shared • Central government does not override authority of regional decision-makers

APPENDIX III

Hierarchy of Objectives	Key Performance Indicators	Data Collection Strategy	Critical Assumptions
<p><i>(b) Policy Analysis and Strategy Development</i></p> <p>Policy issues covering, inter alia, natural resources management, land and water rights, studied and resolved</p> <p><i>(c) Project Support and Coordination</i></p> <p>PCPD's central and regional offices are efficiently and effectively performing on schedule and within budget</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of policies promulgated and effectively implemented • Effective advocacy for pastoralists at all levels of government • Clear vision and strategy for pastoral area development • Adoption of transparent and inclusive planning and development activities in regions 	<ul style="list-style-type: none"> • Policy study reports • Project M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Traditional attitudes forestall policy reform • Limited capacity for effective policy research • Government prepared to strengthen pastoralists' political clout • Government staff prepared to share power • Government budget available for incremental staffing
<p>Project Components/Sub-components:</p> <p>1. <u>Sustainable Livelihoods Enhancement</u></p> <p><i>(a) Regional capacity-building for community empowerment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Training administrators and technicians in participatory rural appraisal (PRA), and M&E • Micro project preparation and appraisal • CIF management • Training community facilitators in PRA, business management, participatory M&E • Community advocacy • Training of trainers • Awareness-building for local leaders • Communication programme <p><i>(b) Community Investment Fund</i> Small grants administered by communities</p> <p><i>(c) Strengthening of Support Services</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Community PRA • Field trials and demonstrations • Competitive research contracts • On-farm testing • Curriculum development • Training centres • Training of trainers • Salaries, material and equipment 	<p>Inputs: (budget for each component)</p> <p>USD 28 million</p>	<p>Project Reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project MIS 	<p>(From Components to Outputs)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Communities willing and able to provide counterpart contributions • Funds not captured by local elites • Government is willing to rely on NGOs to provide project support at the community level • Government willing and able to provide counterpart contribution • Government does not use donor funds to substitute for federal budget allocations at the state level

A

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

Hierarchy of Objectives	Key Performance Indicators	Data Collection Strategy	Critical Assumptions
<p>2. <u>Pastoral Risk Management</u></p> <p>(a) <i>Community-Based Early Warning System</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Market monitoring (e.g. meat/grain price ratios) • Remote sensing • Grain storage facilities and stocks • Training at the community and <i>woreda</i> levels <p>(b) <i>Disaster Contingency Planning</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Establishment and operation of plans • Community-based monitoring surveys <p>(c) <i>Disaster Preparedness and Contingency Fund</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Medium-to-large grants executed by <i>woreda</i> and regional administration 	<p>USD 22 million</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Project MIS 	
<p>3. <u>Project Support and Policy Reform</u></p> <p>(a) <i>M&E</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Establishment and mobilization of M&E network at the local and regional/central levels • Periodic reports and special studies <p>(b) <i>Policy Analysis and Strategy Development</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish and fund pastoral development boards and offices at the federal and regional levels • Recruit and train pastoral development staff • Prepare national and regional strategies • Pastoralist advocacy <p>(c) <i>Project Support and Coordination</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Training activities • Communications programme • Report writing • Budget preparation • Donor coordination 	<p>USD 6 million</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Project MIS 	

COSTS AND FINANCING
Table 1: Expenditure Accounts by Component
(USD '000)

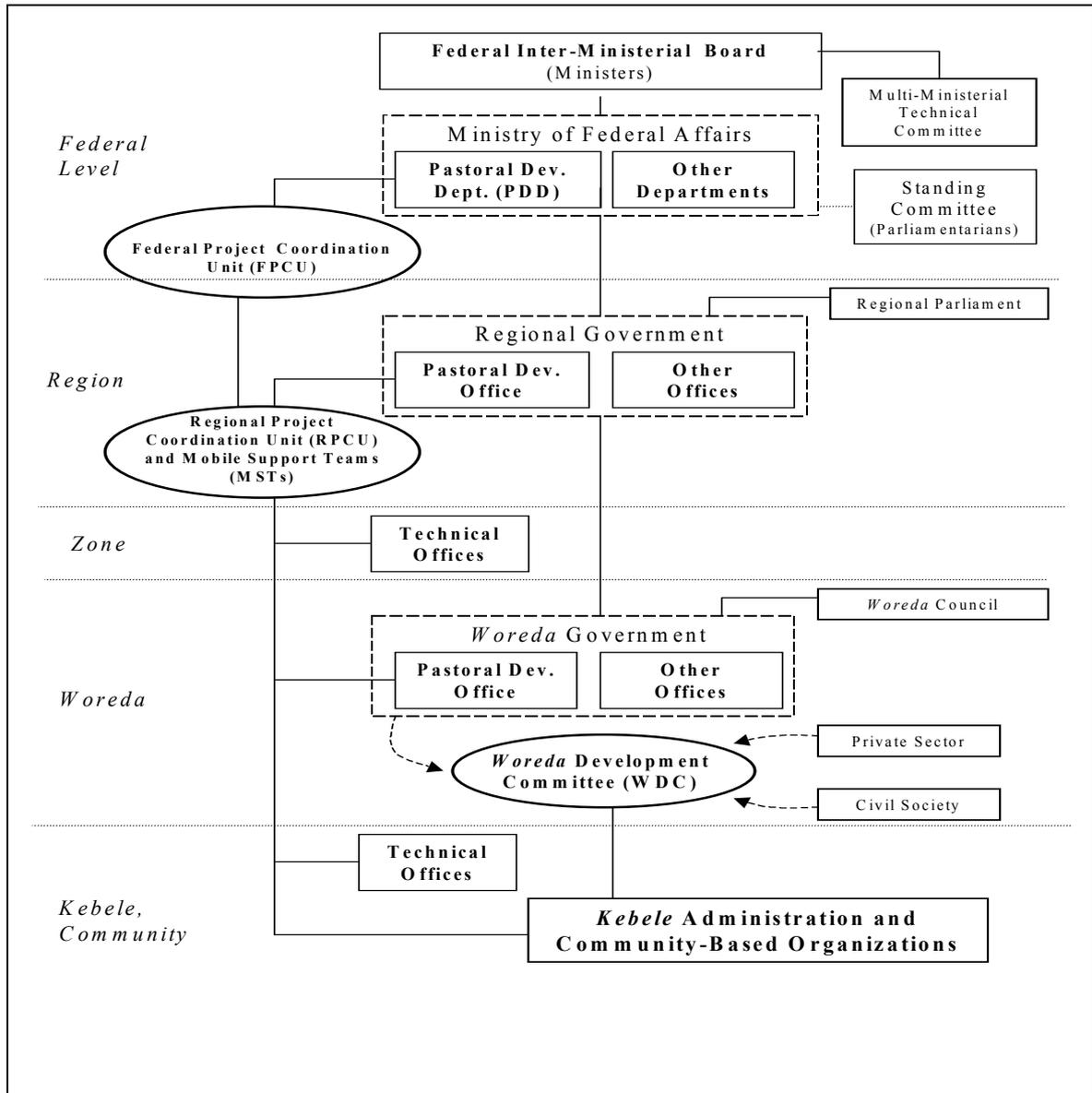
	Sustainable Livelihoods Enhancement			Project Implementation and Policy Reform							Total
	Regional Capacity Building for Community Empowerment	Community Investment Fund	Support Services Strengthening	Pastoral Risk Management	Contingency planning	Preparedness and Contingency Fund	Policy Analysis and Strategy Development	Monitoring and Evaluation	Project Support and Coordination	Unallocated Funds	
I. Investment Costs											
A. Civil Works	-	-	617.3	-	160.0	-	-	-	-	-	777.3
B. Equipment, Goods and Materials											
1. Equipment, Goods and Material	239.5	-	2 201.4	432.0	-	-	-	-	306.8	-	3 179.7
2. Vehicles /a	472.8	-	2 760.0	492.0	-	-	-	-	260.4	-	3 985.2
Subtotal Equipment, Goods and Materials	712.3	-	4 961.4	924.0	-	-	-	-	567.2	-	7 164.9
C. Technical Assistance											
1. National TA	451.5	-	78.0	672.0	-	-	-	-	503.0	-	1 704.5
2. International TA /b	-	-	-	170.0	-	-	-	-	509.0	-	679.0
Subtotal Technical Assistance	451.5	-	78.0	842.0	-	-	-	-	1 012.0	-	2 383.5
D. Training and Workshops	516.0	-	810.4	488.0	617.0	-	-	660.0	62.0	-	3 153.4
E. Contracted Research	-	-	80.0	-	204.0	-	115.0	200.0	-	-	599.0
F. Contracted Studies	-	-	-	-	-	-	510.0	-	-	-	510.0
G. Community Investment Funds /c	-	20 000.0	-	-	-	-	-	-	-	-	20 000.0
H. Disaster Emergency Funds /d	-	-	-	-	-	10 600.0	-	-	-	-	10 600.0
I. Unallocated Funds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 331.5	3 331.5
Total Investment Costs	1 679.8	20 000.0	6 547.1	2 254.0	981.0	10 600.0	625.0	860.0	1 641.2	3 331.5	48 519.5
II. Recurrent Costs											
A. Salaries and Allowances											
Salaries	-	-	1 070.4	756.0	-	-	-	-	204.0	-	2 030.4
Allowances	110.8	-	165.6	-	-	-	-	-	142.7	-	419.1
Subtotal Salaries and Allowances	110.8	-	1 236.0	756.0	-	-	-	-	346.7	-	2 449.5
B. Operation and Maintenance											
Vehicles and Equipment	522.9	-	2 490.1	774.1	-	-	-	-	364.4	-	4 151.5
Civil Works O&M	-	-	107.1	-	-	-	-	-	-	-	107.1
Subtotal Operation and Maintenance	522.9	-	2 597.2	774.1	-	-	-	-	364.4	-	4 258.6
C. Other Operating Costs	-	-	515.0	175.0	-	-	-	-	272.0	-	962.0
Total Recurrent Costs	633.7	-	4 348.3	1 705.1	-	-	-	-	983.1	-	7 670.2
Total BASELINE COSTS	2 313.5	20 000.0	10 895.3	3 959.1	981.0	10 600.0	625.0	860.0	2 624.3	3 331.5	56 189.7
Physical Contingencies	185.1	-	939.6	329.2	77.7	-	-	33.0	198.8	-	1 763.5
Price Contingencies	176.8	-	1 049.1	401.7	78.7	-	32.5	68.0	195.2	-	2 002.0
Total PROJECT COSTS	2 675.5	20 000.0	12 884.0	4 690.0	1 137.4	10 600.0	657.5	961.0	3 018.4	3 331.5	59 955.2
Taxes	315.4	-	1 895.9	555.1	170.6	-	98.6	144.2	282.4	-	3 462.1
Foreign Exchange	754.6	20 000.0	4 048.0	1 230.1	501.8	10 600.0	323.9	470.3	904.3	-	38 833.1

\a 100% excise tax rate for vehicles with engine capacity above 1800cc.
\b International consultants are required to pay a withholding tax of 15 %.
\c 20% beneficiary contribution.
\d 20% beneficiary contribution

Table 2: Disbursement Accounts by Financiers
(USD '000)

	Government		IDA		IFAD		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. Works	137.2	15.0	466.5	51.0	311.0	34.0	-	-	914.7	1.5	177.7	599.8	137.2
B. Goods and Materials													
1. Goods	534.6	14.5	1 894.2	51.3	1 264.6	34.2	-	-	3 693.3	6.2	1 909.1	1 255.8	528.4
2. Vehicles	651.8	14.9	2 236.4	51.1	1 491.0	34.0	-	-	4 379.2	7.3	1 950.5	1 776.9	651.8
Subtotal Goods and Materials	1 186.3	14.7	4 130.6	51.2	2 755.6	34.1	-	-	8 072.5	13.5	3 859.6	3 032.8	1 180.1
C. Services													
I. National TA													
Project Management	53.1	10.0	286.9	54.0	191.3	36.0	-	-	531.4	0.9	-	531.4	-
National TA	392.9	18.7	1 022.4	48.8	681.6	32.5	-	-	2 097.0	3.5	307.3	1 695.3	94.4
Subtotal National TA	446.1	17.0	1 309.4	49.8	872.9	33.2	-	-	2 628.4	4.4	307.3	2 226.7	94.4
2. Contracted Research	81.8	15.0	278.3	51.0	185.5	34.0	-	-	545.6	0.9	266.4	197.4	81.8
3. Contracted Studies	80.1	15.0	272.4	51.0	181.6	34.0	-	-	534.1	0.9	263.5	190.5	80.1
4. International TA	15.1	2.0	434.2	58.8	289.4	39.2	-	-	738.7	1.2	587.5	151.3	-
5. Training	475.3	15.0	1 616.1	51.0	1 077.4	34.0	-	-	3 168.8	5.3	1 551.6	1 141.9	475.3
Subtotal Services	1 098.5	14.4	3 910.3	51.3	2 606.9	34.2	-	-	7 615.6	12.7	2 976.2	3 907.8	731.7
D. Investment Funds													
1. Funds for Microprojects	-0.0	-0.0	9 600.0	48.0	6 400.0	32.0	4 000.0	20.0	20 000.0	33.4	20 000.0	-	-
2. Funds for Risk Management	2 120.0	20.0	5 088.0	48.0	3 392.0	32.0	-	-	10 600.0	17.7	10 600.0	-	-
Subtotal Investment Funds	2 120.0	6.9	14 688.0	48.0	9 792.0	32.0	4 000.0	13.1	30 600.0	51.0	30 600.0	-	-
E. Unallocated	-	-	2 000.0	60.0	1 331.5	40.0	-	-	3 331.5	5.6	-	3 331.5	-
F. Miscellaneous	1 413.1	15.0	4 804.7	51.0	3 203.1	34.0	-	-	9 420.9	15.7	1 219.5	6 788.2	1 413.1
Total PROJECT COSTS	5 955.2	9.9	30 000.0	50.0	20 000.0	33.4	4 000.0	6.7	59 955.2	100.0	38 833.1	17 660.0	3 462.1

ORGANIZATIONAL STRUCTURE



RISK MITIGATION MATRIX

Risk	Risk Rating	Risk-Mitigation Measure
<p>From Outputs to Objectives</p> <p>Competition for a diminishing natural resource base (land and water) will exacerbate tribal conflict.</p> <p>Government is reluctant to engage NGOs in the implementation of the project.</p> <p>Policy reform measures are poorly understood or poorly timed.</p>	<p>S</p> <p>M</p> <p>M</p>	<p>The project will support conflict resolution through the application of customary laws at the local level, supported by the creation of new fora on resource use.</p> <p>Project preparation has stressed the need to capitalize on NGO experience. In addition, supplementary funding to support NGOs has been sought.</p> <p>PCDP will work carefully with the Government and communities to fine-tune desired policy interventions. There is already significant consensus on many issues.</p>
<p>From Components to Outputs</p> <p>Participatory development in pastoral areas is relatively new.</p> <p>Lack of capacity exists to staff project management structures at each level.</p> <p>The privatization of veterinary services may reduce animal health coverage for remote areas, leading to epizootic pandemics.</p> <p>Community-based funds are captured by local elites.</p>	<p>M</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>M</p>	<p>NGOs have accumulated a wealth of valuable lessons in the application of participatory approaches among pastoral communities. The Government expresses commitment to the application of this approach and the project will invest heavily in capacity-building and experiential learning at both government and community levels to build up confidence and competence in its application.</p> <p>Staffing at the regional and federal levels is largely adequate. The Government is in the process of devolving resources, including staffing, to the <i>woreda</i> level. The provision of project resources, including training at the <i>woreda</i> level, is expected to further strengthen staff supply. In particularly weak cases, targeted NGO support may be enlisted with supplementary financing.</p> <p>The project will support the training and establishment of community-based animal health workers, provide a more amenable environment for the proliferation of private veterinary services and support the evaluation of more effective vaccinations.</p> <p>Capacity-building in participatory development, establishment of new institutional arrangements, local review of development proposals, participatory M&E, and various empowerment programmes all mitigate against elite capture.</p>
Overall Risk Rating	S	

Risk Rating – H (High Risk), S (Substantial Risk), M (Modest Risk), N (Negligible or Low Risk)

